



Conseil de Sécurité

La situation au Burundi

The situation in Burundi

Déclaration prononcée par S.E. M. Paul Seger
Président de la Configuration spécifique de la Commission de Consolidation de la Paix sur le Burundi

New York, le 5 juillet 2011

Monsieur le Président,

Je vous remercie de l'invitation qui m'a été faite pour parler devant le Conseil de Sécurité en ma capacité de président de la Configuration Burundi de la Commission de Consolidation de la Paix.

Avant tout, je félicite le Burundi pour ses cinquante ans d'indépendance qui ont été célébrés lundi dernier. Travaillons ensemble vers un futur fructueux !

J'aimerais structurer mes commentaires autour de trois points principaux. Premièrement, ma dernière visite au Burundi effectuée à la mi-avril m'a confirmé que d'un point de vue général la situation politique s'est stabilisée et que certains progrès ont été faits en terme de consolidation de la paix. Aujourd'hui, le plus grand souci de la population burundaise tourne autour de la situation socio-économique et la hausse des prix. Deuxièmement, au sein de la Configuration Burundi de la Commission de Consolidation de la Paix (CCP), nous sommes en train d'élaborer nos conclusions et recommandations de la revue annuelle de l' « Outcome Document » – le document qui définit l'engagement mutuel en matière de consolidation de la paix du Gouvernement du Burundi et de la Configuration. Troisièmement, en vue de la Conférence des Partenaires au Développement du Burundi qui aura lieu les 29 et 30 octobre 2012 à Genève, j'essaie d'aider le Burundi en mobilisant un maximum d'Etats Membres pour soutenir le deuxième Cadre Stratégique de Croissance et de Lutte contre la Pauvreté (CSCLP-2).

Monsieur le Président,

Comme j'ai déjà envoyé un compte-rendu au Conseil sur ma dernière visite au Burundi en avril, je me limiterai à quelques remarques centrales. La situation politique au Burundi continue à se stabiliser et à s'améliorer. Lors des nombreux échanges avec des représentants étatiques et non étatiques en avril dernier à Bujumbura, j'ai eu l'impression que l'atmosphère politique était plus détendue qu'auparavant. Il me semble que le gouvernement et son parti majoritaire, le CNDD-FDD, ont reconnu les avantages de donner plus d'espace à l'opposition en vue des prochaines élections en 2015. L'opposition, elle aussi, tourne le regard vers l'avenir. Suite à plusieurs rencontres entre opposition et gouvernement, y compris un échange organisé par les services parlementaires et des ONGs autour d'un projet de loi ainsi qu'une formation sur le leadership organisée récemment en Suisse, la perspective d'une normalisation du paysage politique regagne en importance. Le retour de l'exil d'un politicien de l'opposition semble s'inscrire dans cette nouvelle logique positive. Cependant, il reste toujours des pas fondamentaux à effectuer dans la relation entre le parti gouvernemental et l'opposition non représentée au parlement. Le respect des droits de l'homme doit encore s'améliorer. De manière générale, les évolutions ces derniers mois me donnent de l'espoir. Il s'agit dès lors de préserver ces progrès, encore fragiles, et de soutenir tous ceux qui se tendent la main pour la préparation d'élections apaisées et inclusives en 2015.

En outre, les soucis de la population portent sur la sphère économique et sociale. « La vie chère ! » est une exclamation omniprésente. L'augmentation des prix des matières premières et de la nourriture risque de mettre la stabilité sociale en péril. Le gouvernement, conscient de ce danger, a réagi en supprimant temporairement la taxe sur certains produits vivriers et mettra en place des taxes sur certains produits comme les cigarettes ou l'alcool. Par ailleurs, la question de la répartition des terres entre propriétaires terriens et rapatriés reste délicate.

Malgré cette situation économique difficile je suis rentré à New York avec un bon sentiment. J'encourage le gouvernement du Burundi à poursuivre son chemin vers le progrès et à intensifier ses efforts dans les sphères d'ouverture politique, de bonne gouvernance, de droits de l'homme et de l'état de droit. En particulier, il est impératif de mettre immédiatement fin aux exécutions extrajudiciaires.

A cet égard, la Configuration Burundi de la CCP va continuer à soutenir le mieux possible le travail du BNUB et du SRSG en particulier, pour accompagner le Burundi dans ses efforts en matière de consolidation de paix.

Monsieur le Président,

La Configuration Burundi de la CCP envisage d'adopter, le 18 juillet, ses nouvelles conclusions et recommandations de la revue annuelle de l' « Outcome Document » du 26 avril 2011, lesquelles vont définir l'engagement mutuel en matière de consolidation de la paix pour les douze mois à venir entre le Gouvernement du Burundi et la Configuration. L'approche des « deux voies » – politico-institutionnel et socio-économique – est renouvelée. Etant donné que tous les aspects de consolidation de la paix ont été intégrés dans le premier des quatre piliers du nouveau Cadre Stratégique de Croissance et de la Lutte contre la Pauvreté (CSCLP-2), nous nous sommes mis d'accord sur le fait que les futures revues se feront sur la base de ce cadre de contrôle et d'évaluation.

Comme cette année constitue l'année de planification du CSCLP-2, nous avons décidé d'entreprendre une revue plus courte et plus pragmatique par rapport aux années précédentes. Ce rapport se base sur le travail de revue effectué par les groupes sectoriels au Burundi, avec la participation du gouvernement, des partenaires et de la société civile, adoptée le 8 juin lors d'un Forum Politique.

Nous appelons le Gouvernement du Burundi à continuer de promouvoir les progrès politiques et institutionnels, notamment en s'engageant dans un dialogue inclusif et participatif avec tous les acteurs politiques en vue des élections en 2015. En outre, nous encourageons le Burundi à augmenter les mesures contre les violations des droits de l'homme, la violence politique et l'impunité, à renforcer la Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme, à établir des mécanismes de justice transitionnelle, à intensifier la lutte contre la corruption ainsi qu'à implémenter le programme de réintégration socio-économique.

Nous, les Etats Membres de la Configuration Burundi de la CCP, nous engageons à continuer à assister le Burundi, à générer du soutien ainsi qu'à mobiliser des ressources pour la promotion d'une culture démocratique, d'un dialogue politique, de la bonne gouvernance, des droits humains et de l'état de droit. De plus, en vue de la Conférence des partenaires que nous soutenons et promouvons politiquement, nous continuons nos efforts pour cultiver des partenariats étroits avec tous les acteurs clés de consolidation de la paix comme le PNUD, la Banque Mondiale et la Banque Africaine du Développement.

Monsieur le Président,

Comme vous le savez, le Gouvernement du Burundi organisera les 29 et 30 octobre la « Conférence des Partenaires au Développement du Burundi » en vue de générer du soutien financier pour son Cadre Stratégique de Croissance et de la Lutte contre la Pauvreté (CSCLP-2) à Genève.

L'organisation de la Conférence se fait sous la tutelle du bureau du Deuxième Vice-Président et le Ministère des Finances. Il serait important à ce stade que le gouvernement définisse des priorités de

la CSLP-2 et développe un calendrier pour leur mise en œuvre. La cadence des préparations substantielles et organisationnelles doit être accélérée. Je reste tout de même confiant quant à la capacité du gouvernement à s'investir pour cette conférence et je salue les grands efforts qui ont été et sont faits afin de garantir une bonne organisation. La Suisse, qui mettra à disposition les locaux de la Conférence, soutiendra les organisateurs dans la mesure du possible, et notamment par le biais de sa contribution à un fond d'appui commun, géré au Burundi par le PNUD. De plus, la Configuration et moi-même mettrons nos efforts à disposition du Burundi pendant ces prochains mois pour promouvoir la conférence de Genève.

J'entends que les attentes à Bujumbura envers cette conférence sont élevées. J'exhorte le Burundi à faire preuve de réalisme pour éviter le danger d'un effet boomerang. La situation financière de beaucoup d'Etats donateurs est critique. Tenant compte de cette réalité je vais continuer d'essayer, avec mes collègues burundais, d'élargir le nombre de partenaires en suscitant l'intérêt pour le Burundi auprès des donateurs dits non traditionnels. Dans la mesure du possible nous approcherons également des organisations philanthropiques et le secteur privé.

A cet égard, des progrès substantifs en matière de consolidation de la paix faciliteraient considérablement mon travail. C'est en effet seulement si le Burundi intensifie ses efforts envers les domaines politique et institutionnel, que ses partenaires seront assez confiants afin de s'engager dans le pays et d'apporter leur soutien pour le CSCLP-2. Sans progrès politique et institutionnel, il n'y a pas de progrès socio-économique et vice-versa, l'un renforce l'autre.

Le Burundi mérite pleinement notre soutien. Sortant, il y a peu de temps d'un conflit sanglant, ce petit pays a fait des progrès considérables et il a besoin de votre assistance pour en faire davantage. Un Burundi stable et prospère dans une sous-région de l'Afrique qui connaît l'instabilité est dans l'intérêt direct du Conseil de Sécurité. N'oublions d'ailleurs pas non plus la contribution du Burundi à la stabilisation de la corne de l'Afrique par l'envoi de contingents de maintien de la paix. Je me permets ainsi de profiter de l'occasion de ce jour pour vous prier tous de considérer de soutenir le CSLP-2 et de participer à la Conférence de Genève fin octobre.

Monsieur le Président,

En conclusion, je souhaite saisir cette opportunité pour exprimer mes plus sincères compliments à la Représentante Spéciale du Secrétaire Général, Madame Karen Landgren, pour l'excellent travail qu'elle a fait pendant son mandat à la tête du BNUB. Je lui souhaite beaucoup de chance pour son futur poste au Libéria, un autre pays sur l'agenda de la CCP.

Je tiens également à saluer le futur Représentant Spécial, Monsieur Parfait Onanga-Anyanga. Je lui souhaite beaucoup de succès dans sa nouvelle fonction et je me réjouis de travailler côté à côté avec

lui. La CCP, étant composé d'Etats membres, a la possibilité d'exercer un poids non négligeable au sein des Nations Unies, par exemple en faisant passer des messages politiques importants.

Monsieur le Président,

Quelques jours après avoir célébré son Cinquantenaire, le Burundi peut constater avec fierté ses succès et sa nouvelle stabilité. Le terrain pour la consolidation de la paix est propice et nous allons suivre avec grande attention les prochains pas, telles que les mesures annoncées par S.E. le Président de la République de mettre en œuvre des mécanismes de justice transitionnelle, la révision du code électoral, ou encore la révision de la Constitution.

Je vous remercie.

Unofficial translation

Mr. President,

I thank you for the invitation to address the Security Council in my capacity as Chair of the Burundi Configuration of the Peacebuilding Commission.

First and foremost I would like to take this opportunity to congratulate Burundi on its fifty years of independence which it celebrated last Monday. Let us work together towards a prosperous future!

I would like to structure my remarks around three main points. Firstly, my most recent visit to Burundi in mid-April confirmed my view that, overall, the political situation has stabilised and a certain amount of progress has been made towards consolidating peace. Today, the greatest concern for the people of Burundi is the socio-economic situation and rising prices. Secondly, within the Burundi Configuration of the Peacebuilding Commission (PBC) we are in the process of compiling our conclusions and recommendations for the annual review of the Outcome Document – the document defining the respective commitments of the Burundi Government and the Configuration for peacebuilding. Thirdly, in anticipation of the Burundi Development Partners Conference taking place in Geneva on 29 and 30 October 2012, I am endeavouring to assist Burundi by mobilising as many Member States as possible to give their support to the second Poverty Reduction Strategy Plan (PRSP-2).

Mr. President,

As I have already sent my report on my most recent visit to Burundi in April to the Security Council, I will restrict myself to making a few essential points. The political situation in Burundi continues to stabilise and improve. Over the course of many discussions in April with State and non-State representa-

tives I gained the impression that the political mood was more relaxed than previously. It seems to me that the Government and its majority party, the CNDD-FDD, have recognised the advantages of allowing opposition more room in advance of the forthcoming elections in 2015. The opposition is also starting to look towards the future. Following several meetings between the Government and the opposition, including an exchange on proposed legislation organised by the parliamentary services and the NGOs, and a leadership training programme recently organised in Switzerland, the prospects for the political landscape returning to normal are increasing. The return from exile of one opposition politician would seem to confirm with this new positive development. However there remains some fundamental ground to cover in the relationship between the governmental party and the opposition which is not represented in Parliament. Respect for human rights still needs to improve. Overall, developments over the past months give me hope. From here on we must preserve this still fragile progress and support all those who are reaching out in preparation for peaceful and inclusive elections in 2015.

In the meantime, the worries of the population are focused on economic and social matters. "Life is expensive" is an exclamation heard everywhere. Price rises of raw materials and food are endangering social stability. The Government, aware of the risks, has reacted by temporarily lifting tax on certain basic life essentials and will be creating a tax on certain products such as cigarettes and alcohol. Additionally, the problem of land-sharing between landowners and repatriates is still a sensitive one.

Despite the difficult economic situation I returned to New York feeling optimistic. I encourage the Government of Burundi to pursue its path of progress and to intensify its efforts in the spheres of political openness, good governance, human rights and rule of law. In particular, an immediate halt must be brought to extrajudicial executions.

To this end, the Burundi Configuration will continue to support to the best of its ability the work of the BNUB and, in particular, the SRSG to stand beside Burundi in its peacebuilding efforts.

Mr. President,

On 18 July, the Burundi Configuration of the PBC, plans to adopt its latest conclusions and recommendations of the annual review of the Outcome Document of 26 April 2011 which will define the respective commitments towards peacebuilding between the Government of Burundi and the Configuration for the coming twelve months. The "two-lane" approach – politico-institutional and socio-economic - is maintained. Given that all the aspects of peacebuilding are contained in the first of the four pillars of the new Poverty Reduction Strategy Plan (PRSP-2) we have agreed that future reviews will be based upon that assessment and evaluation structure.

As this year is the planning year of the PRSP-2, we decided to undertake a shorter and more pragmatic review than in previous years. This report is based on the review work conducted by the sectoral

groups in Burundi, with contributions from the Government, partners and civil society, adopted at a Political Forum on 8 June.

We call upon the Government of Burundi to continue to promote political and institutional progress, notably, by engaging in active and inclusive dialogue with all the political actors in the lead-up to the 2015 elections. Furthermore, we encourage Burundi to take stronger measures against human rights violations, political violence and impunity, to strengthen the Independent National Human Rights Commission, to establish transitional justice mechanisms, to intensify its combat against corruption and implement its socio-economic reintegration programme.

We, the Member States of the Burundi Configuration of the Peacebuilding Commission, undertake to continue to assist Burundi, to generate support and to mobilise resources to promote a culture of democracy, political dialogue, good governance, human rights and rule of law. Furthermore, leading up to the Partners' Conference, which we support and are politically promoting, we will maintain our efforts to develop close partnerships with all the key peacebuilding players, such as the UNDP, the World Bank and the African Development Bank.

Mr. President,

As you are aware, the Government of Burundi is holding the "Burundi Development Partner's Conference" in Geneva on 29 and 30 October with the aim of generating financial support for its Poverty Reduction Strategy Framework (PRSP-2).

The Conference is being organised under the supervision of the office of the Second Vice-President and the Ministry of Finance. It will be important at this point that the Government define its PRSP-2 priorities and determine a timeframe for their implementation. The rhythm of the preparations on both substantive and organisational matters needs to be accelerated. Nevertheless, I remain confident that the Government is capable of making the commitment required for this conference, and I applaud the great effort that has already been made to ensure it is well organised. Switzerland, which will provide the Conference facilities, will give the organisers every possible support for example by contributing to a common basket fund managed in Burundi by UNDP. In addition, the Configuration and I will put all our energy at the disposal of Burundi to promote the Geneva Conference over the coming months.

I understand that Burundi has high hopes of this Conference. I urge Burundi to be realistic in its expectations so as to avoid the potential boomerang effect. The financial situation of many donor States is critical. Taking this reality into account I am going to keep trying, with my Burundian colleagues, to increase the number of partners by generating interest in Burundi with so-called non-traditional donors. As much as possible, we will also be approaching philanthropic organisations and the private sector.

In this respect, substantive progress in the area of peacebuilding would considerably ease my task. Indeed, only if Burundi increases its efforts in the political and institutional domains, will its partners feel sufficiently confident to commit to the country and provide their support for PRSP-2. Without political and institutional progress there can be no socio-economic progress and vice versa; one strengthens the other.

Burundi fully deserves our support. Coming out of a bloody conflict only a short time ago, this small country has made considerable progress and needs your help if it is to make more. A stable and prosperous Burundi in a sub-region of Africa which is going through such instability lies in the direct interests of the Security Council. Let's not forget either Burundi's contribution to stability in the Horn of Africa by sending peacekeeping contingents. And so, I allow myself to take this opportunity to ask you all to consider supporting the PRSP-2 and participating in the Conference in Geneva at the end of October.

Mr. President,

To conclude, I would like to take this opportunity to present my sincere compliments to the Special Representative of the Secretary General, Ms. Karen Landgren for her excellent work during her posting with the BNUB. I wish her every success in her future post in Liberia, another country on the PBC's agenda.

I also wish to welcome the future Special Representative, Mr. Parfait Onanga-Anyanga. I wish him every success in his new post and look forward to working closely by his side. Because the PBC is composed of Member States it is able to exercise considerable influence within the United Nations, for example, by passing important political messages.

Mr. President,

Only a few days following its fiftieth anniversary, Burundi can look with pride upon its success and new-found stability. The ground is fertile for peacebuilding and we will observe the next steps with great interest, such as the measures announced by His Excellence the President of the Republic to implement transitional justice mechanisms, revise the electoral code and even revise the Constitution.

Thank you.